

"Je suis passée d'une écologie des petits gestes à une écologie qui remet en question le système"

Son jeune âge, 30 ans, et son passé de scout, en ont vite fait l'une des figures médiatiques de la vague écolo aux dernières municipales. C'est pourtant résumer un peu rapidement la victoire de Léonore Moncond'huy à Poitiers. Son succès, dit-elle, est celui de méthodes politiques ambitieuses et innovantes, basées sur l'horizontalité et la transparence. Elle s'en explique longuement dans cet entretien.

Basta ! : Vous êtes devenue tête de liste pour les municipales à la suite d'une "élection sans candidat". Votre liste, "Poitiers Collectif", s'est distinguée par des méthodes assez innovantes en politique, avec un fonctionnement à la fois horizontal et le plus transparent possible. Qu'apportent tous ces outils participatifs ?



➤ **Léonore Moncond'huy**[†] : De l'ouverture. Face au rejet de la politique traditionnelle et au sentiment d'exclusion, cela permet l'engagement de nouvelles générations qui ont malgré tout envie de s'investir. Nos réunions étaient ouvertes à tous, les décisions stratégiques prises en public, les programmes votés collectivement, etc. C'est une façon très concrète de dire : "Le système ne vous convient pas ? Changez-le, il vous est ouvert pour ça". Cela convient bien à l'état d'esprit actuel, à cette défiance envers la politique : ce n'est pas un hasard si, au milieu de cette

forte démobilisation électorale — seulement 33% de participation au second tour, ici, à Poitiers — c'est une liste citoyenne et écologiste qui a le plus mobilisé. Les gens ont senti qu'il y avait un vrai renouveau, qu'on se démarquait des façons conventionnelles de faire de la politique et que cela générait une bonne dynamique. On a ouvert grandes les portes du système pour que tous ceux qui veulent changer les choses puissent le faire.

Le plus dur n'est-il pas à venir, désormais élus ? Comment maintenir cette exigence collective dans votre fonctionnement, au quotidien ?

➤ C'est un véritable défi pour nous, on y consacre beaucoup d'énergie. Nous mobilisons les mêmes méthodes que pendant la campagne, à savoir toujours privilégier la décision par consentement, en ayant pris le temps du débat et de l'écoute de chacun. Lorsque ce n'est pas possible, on tranche par un vote. C'est comme ça

[†] Membre d'EELV depuis 2012, elle remporte la mairie de Poitiers en 2020, mettant fin au règne du Parti socialiste, à la tête de la ville depuis 43 ans.

qu'on procède : information, échange, consentement si possible, et sinon vote. Mais ce qui compte, c'est que ce vote soit éclairé pour tout le monde.

Quand on a anticipé autant que nous la question des programmes, il y a moins de surprises et moins de décisions arbitraires à prendre. On a structuré des feuilles de route, à partir du programme élaboré ensemble pendant toute la campagne. Cela offre une plus grande liberté aux élus pour porter leurs actions, en tant que mandataires du groupe. Le temps joue pour nous : notre groupe s'est construit ensemble pendant deux ans, il se connaît bien, il évolue en confiance. Nous avons acté un principe fondamental de forte délégation aux élus : dès lors qu'il est clair et transparent, chaque élu est libre de mettre en œuvre le programme comme il le souhaite. Cela nous permet aussi de ne pas avoir à se réunir tout le temps pour prendre des décisions...

Pour les petites choses du quotidien, nous poursuivons nos réunions hebdomadaires, avec des ordres du jour participatif : chacun peut mettre un point dont il a besoin de parler en groupe. C'est une forme qui a fait ses preuves et permet de résoudre la plupart des problèmes. On a aussi gardé les outils numériques, Slack en l'occurrence, qu'on s'était fortement appropriés pendant la campagne et sur lequel on discute beaucoup. Ça nous permet d'avoir un lieu permanent d'échange et de prendre des micro-décisions, sans se voir. Pour l'instant, en tant que maire, je n'ai jamais eu à prendre une décision unilatérale en matière de stratégie. Concernant les orchidées sur mon bureau, je vous rassure, je ne demande pas l'avis du groupe.

Miser autant de temps et d'énergie sur la décision collective ne peut-il pas s'avérer préjudiciable à l'efficacité de l'action politique ?

➤ De manière générale, je pense qu'une décision est beaucoup plus efficace lorsqu'elle est concertée. C'est parfois contre-productif d'imposer une décision de manière brutale plutôt que de prendre un peu plus de temps pour se mettre autour de la table et en discuter. On le voit avec les éoliennes, par exemple : quand on impose une décision, il y a du rejet de la part des citoyens. En revanche, lorsqu'on les concerta et qu'on discute de l'utilité, de la possibilité des emplacements, on trouve des solutions.

Au-delà de l'idéal politique, la concertation est une question d'efficacité de l'action. Quitte à suspendre des projets pour prendre le temps de la concertation, ce qu'on a déjà fait depuis le début du mandat. L'exercice en mairie peut nécessiter de prendre des décisions immédiates, notamment en matière de gestion de crise, mais je suis convaincue qu'on peut concilier gestion de crise et concertation.

Vous utilisez, et revendiquez clairement, une démarche d'éducation populaire. Pourquoi est-ce un enjeu si important pour vous ?

➤ Mon engagement politique vient de ces pédagogies fondées sur la responsabilisation, l'autonomisation, l'attention portée au collectif et les manières de le faire vivre. De tout ce que l'éducation populaire nous apprend de savoir-vivre, de savoir-faire, de savoir-être. Si notre démarche collective a fonctionné, c'est parce qu'on maîtrise ces outils d'animation et d'intelligence collectives, parce que la plupart des gens impliqués à la base ont été formés dans l'éducation populaire. Souvent, on a l'intention de faire de la concertation et de faire du commun, sans les outils qui vont avec !

Au-delà de la simple méthode, c'est bien sûr l'intention que porte l'éducation populaire : pourquoi veut-on faire de la politique de manière ouverte, transparente ? Parce qu'on veut que tout le monde puisse y participer ! Faire de la pédagogie politique dans l'espace public, cela permet que des catégories sociales qui en sont exclues y reviennent. C'est vraiment ça, notre objectif : faire de l'éducation populaire appliquée à la politique pour que chacun y participe.

C'est dans cette même logique que vous défendez la création d'une assemblée citoyenne composée de 150 habitants, qui ressemble étrangement à la Convention citoyenne pour le climat..

➤ L'initiative de la Convention citoyenne pour le climat est formidable, cela a objectivé un certain nombre de réponses au changement climatique tout en démontrant que le bon sens citoyen pouvait se révéler bien plus ambitieux que les pouvoirs politiques censés le représenter. Il y a des propositions qu'on n'aurait même pas osé mettre, nous-mêmes, dans un programme par peur des réactions. Cela témoigne que la société est mûre pour un changement écologique assez radical.

C'est à nous, politiques, de trouver les formes pour capter cette envie citoyenne d'écologie. Le problème, c'est que Macron détruit complètement les apports d'une telle démarche en ne respectant pas ses engagements. Il n'y a pas pire pour accentuer un sentiment de défiance. Ce qui est totalement contre-productif.

L'enjeu pour nous, à Poitiers, est de redonner concrètement une place au citoyen, non-élu, dans la décision municipale. Il ne s'agit pas d'ajouter une couche supplémentaire au millefeuille des instances de démocratie participative qui existent déjà : on a fait le diagnostic pendant la campagne que ça ne marche pas parce que les gens ont l'impression que ça n'a pas d'impact, que ce n'était pas pris en compte.

On souhaite donc que cette assemblée citoyenne puisse avoir une place de droit au conseil municipal, où elle pourra interpellier directement les élus et traiter des référendums d'initiative locale. Elle sera composée d'un tiers de personnes issues d'instances déjà existantes (le conseil communal des jeunes, le comité de quartier...), d'un tiers de personnes volontaires, qui auraient envie de faire mûrir leurs engagements dans un espace plus politique, et d'un tiers de tirés au sort.

Vous vous êtes distingués en renommant les délégations sous des intitulés plutôt inhabituels : "commande publique responsable", "ville accueillante", "droits culturels", "éducation nature". Quel est le message derrière cette novlangue militante ?

➤ Quand on a établi ces intitulés, avant les élections, on s'est attaché à ce que ce ne soit pas de la novlangue, justement, à ce que cela ne sonne pas creux. Au contraire, cela doit donner une impulsion politique, qui indique une réorganisation des services.

Nommer les choses, c'est reconnaître leur existence, et reconnaître qu'elles sont politiques. Lorsqu'on nomme un délégué à la "bien-être animal", on dit que le bien-être animal dans l'espace public est une question politique. Idem pour "ville accueillante", c'est une façon de dire que chaque citoyen, qu'il soit étranger ou français, poitevin ou pas, doit être accueilli et traité de la même manière.

Concrètement, quels types de projets et d'actions envisagez-vous avec cette délégation "ville accueillante" ?

➤ Sur ces questions, assumer l'accueil inconditionnel de toutes et tous, c'est déjà un gros pas en avant, politiquement. Beaucoup de municipalités font des choses sans le dire, car elles ont peur des conséquences politiques. Nous, on assume que c'est un objectif politique. On a, à Poitiers, un milieu associatif très riche qui s'occupe des migrants, donc il ne s'agit pas de faire à leur place, mais de les aider à faire ce qu'ils font déjà bien.

Par exemple sur la question importante des cours de langue, c'est tout bête : le manque de locaux étant criant, on veut aider les associations à en trouver pour pouvoir dispenser les cours de français. Pareil pour l'hébergement d'urgence, il y a un manque de places, donc nous sommes en train de chercher des solutions, pour que l'accueil ne repose pas uniquement sur des solidarités familiales, sinon ce n'est plus de la politique publique. Il y a déjà beaucoup d'initiatives qui existent et qui méritent d'être soutenues. Cela ne doit pas s'arrêter à un état d'esprit engagé et favorable, il faut soutenir les actions concrètement.

Autre mesure symbolique à votre arrivée au pouvoir, le choix de réduire votre indemnité d'élu d'environ 30 %...

➤ Ce n'est pas comme cela qu'il faut lire la chose. L'objectif premier, c'était de réduire l'écart de 1 à 5 entre le statut le plus "bas", à savoir élu municipal délégué, et le statut le plus haut, maire. Puisqu'on veut un portage collectif du projet, où chacun est en charge de la mise en œuvre d'une partie du programme avec sa délégation, il faut qu'il y ait une reconnaissance financière adéquate. Ma baisse de rémunération n'est qu'une conséquence de cette harmonisation. Mais tant mieux si ça permet aussi d'envoyer un message de sobriété.

L'un des enjeux politiques majeurs aujourd'hui, à l'échelle nationale, concerne les services publics, à l'heure où plusieurs d'entre eux sont très fragilisés (éducation) ou en passe de s'effondrer (l'hôpital public) : quel discours portez-vous sur ces sujets, et avec quels moyens ?

➤ Les services publics garantissent l'égalité de toutes et tous devant la loi, devant l'accès aux droits et devant la redistribution des richesses, tout simplement. Notre approche du service public, c'est ce qui montre qu'on est de gauche, et ce qui permet de répondre à cette question qu'on nous renvoie encore : "L'écologie est-elle de gauche ?".

Le service public, c'est aussi une façon de mettre tout le monde à égalité face à l'écologie.

Prenez par exemple la restauration collective : on dit toujours que le bio n'est pas accessible à tous, parce que c'est cher — et c'est en partie vrai, lorsque ça repose sur un budget individuel, en supermarché. Dans les cantines, on peut proposer des tarifs adaptés aux revenus de chacun, et ainsi permettre à chaque enfant de manger du bio. Cette égalité-là, c'est le service public qui l'offre. C'est un moyen évident de mettre en œuvre les politiques écologistes.

À l'échelle d'une ville moyenne comme Poitiers, on subit tout de même beaucoup de politiques d'État qui font disparaître bon nombre de services de l'espace public. La Poste, l'hôpital, c'est l'État. Notre principal levier, c'est de travailler à l'accessibilité des services municipaux.

On porte par exemple l'idée d'un plan municipal du "numérique responsable" : aujourd'hui, le discours dominant consiste à se réjouir de la numérisation des services publics, on considère que c'est le progrès.

Quand on y regarde de plus près, cela exclut beaucoup de personnes de l'accès aux droits. Maintenir un service public de proximité, c'est peut-être accepter de ne pas tout numériser, en gardant du présentiel, dans les quartiers, avec des heures d'ouverture adaptées aux horaires des gens.

Autre enjeu, l'égalité homme-femme. Envisagez-vous par exemple des temps de "non-mixité" pour les équipements sportifs, comme ça a pu être évoqué ?

➤ Ce n'était pas dans notre programme, c'est une réflexion en cours. Il faut commencer par voir le problème : dans les city stades, il y a effectivement plus souvent des garçons que des filles. De là découle un objectif : renforcer la mixité dans ces endroits, comme dans l'espace public de manière générale.

Est-ce que la non-mixité est le meilleur outil ? Je ne sais pas, mettons-nous ensemble autour de la table pour en discuter, avec tous les acteurs concernés.

Si on veut que ça marche, les gens doivent s'appropriier les solutions, donc cela ne sert à rien d'imposer. Encore une fois, le principe premier, c'est la concertation.

Peut-on toujours gouverner par concertation ? N'est-ce pas aussi le rôle d'un élu que d'assumer des responsabilités et de trancher des décisions ?

➤ C'est un reproche fréquent. On nous rétorque souvent qu'on n'a pas d'ambition puisqu'on veut travailler collectivement. Pour moi, ce qu'on demande aux responsables politiques, c'est de fixer un cap et une intention politique clairs. En l'occurrence, sur la question homme-femme, l'objectif est très clair : tous les espaces publics doivent être accessibles également aux femmes et aux hommes. Mais je n'estime pas avoir la science infuse : les élus ne sont pas des experts, le plus souvent l'expertise vient du terrain et du quotidien.

Le rôle d'un politique, c'est d'être à l'écoute des gens, et de sentir les sujets qui méritent une appropriation citoyenne forte afin d'être acceptés. Sur des sujets comme celui-ci qui divisent tout particulièrement, il faut prendre le temps de la concertation. Ça ne veut pas dire qu'on le fera sur tout, tout le temps. Cela ne veut pas dire non plus que l'objectif d'une concertation ne peut pas être radical : lorsqu'on s'engage à demander la fermeture de l'aéroport de Poitiers, on va quand même assez loin. Idem sur la 5G. Il faut faire vivre des débats pour que les gens puissent s'informer et se faire un avis. C'est la régularité avec laquelle on va les solliciter qui va leur donner des habitudes de participation et peut à terme les faire revenir à la politique, par la confiance acquise. Je crois profondément que c'est la culture de la concertation et du débat public qui fera changer durablement les choses.

"Tous écologistes !" avait affirmé le Premier ministre, Jean Castex, à son arrivée à Matignon, cet été² : à l'heure où tout le monde semble désormais vouloir se revendiquer écologiste, qu'est-ce que cela signifie pour vous, aujourd'hui, être véritablement écologiste ?

➤ C'est d'abord une question de responsabilité. On en revient aux objectifs : Jean Castex, derrière le slogan, ne propose rien de radical ni de cohérent. On entend tous qu'il faut réduire nos émissions de carbone, et que pour cela, on peut par exemple réduire le trafic aérien. Mais lorsqu'on arrive à cet objectif, on n'est plus tous d'accord... Pourtant les faits scientifiques sont là.

La science n'est pas une opinion, c'est une réalité. La première étape, pour moi, c'est donc vraiment la gravité et la lucidité avec lesquelles on prend conscience de l'urgence.

Je considère que je n'ai pas la même approche que mes prédécesseurs qui avaient le temps de mener une transition plus douce. Aujourd'hui, l'écologie, ce n'est plus la transition, c'est la résilience : savoir comment accompagner les bouleversements qui vont arriver.

C'est sûrement une approche un peu générationnelle de l'écologie : j'ai grandi avec la génération du "Notre maison brûle et on regarde ailleurs", avec le Grenelle de l'environnement et l'Accord de Paris, autant d'alertes croissantes face à l'inaction politique. Je suis habitée par le sentiment d'urgence.

L'écologie, ce sont des réponses et des solutions, c'est une manière de conduire les choses. C'est un projet de société, souriant mais radical, sobre mais plus juste. À titre personnel, je suis passée d'une écologie des petits gestes à une écologie qui remet structurellement en question le système. L'écologie des petits gestes est une approche extrêmement libérale — faire reposer la responsabilité écologique uniquement sur les individus — et qui évite soigneusement de se poser la question de la responsabilité collective et politique dans ce qu'il se passe. C'est pour ça que je me suis engagée dans les institutions, parce que je crois à leur capacité à changer les choses.

Dans le champ politique, l'enjeu est désormais de savoir si cette dynamique écolo peut rassembler, et s'ouvrir à d'autres organisations de gauche notamment. Plusieurs appels émergent en ce sens. Comment vous positionnez-vous ?

➤ Vous dites "s'ouvrir aux organisations politiques", mais ce qui m'importe, c'est de s'ouvrir aux gens, vraiment ! Le rassemblement de la gauche, je suis désolée, ce n'est pas une démarche citoyenne, c'est une brochette de partis, et cela n'a rien à voir...

Ce n'est pas parce qu'on aura rassemblé la gauche qu'on aura réussi à convaincre une majorité de la population. Les organisations politiques ont un déficit évident de représentativité — je ne m'en réjouis pas dans l'absolu, mais il faut en prendre acte.

Il faut avoir une écologie ouverte, qui parle à tout le monde mais qui ne s'empêche pas de poser des questions sur tous les thèmes : par exemple, sur l'aérien — c'est un peu mon dada — je pense qu'il n'y a pas d'ambiguïtés à avoir sur le fait qu'il faut remettre en question le transport aérien, alors même que les

² <https://www.ouest-france.fr/environnement/ecologie/point-de-vue-jean-castex-l-ecologie-a-laquelle-je-crois-6918977>

écologistes hésitent parfois à assumer ce discours. L'écologie ne doit pas s'enfermer dans des ornières culturelles. Il faut s'investir dans les mobilisations de quartier, dans les questions de la diversité dans la représentation politique. L'écologie doit s'emparer des questions sociales actuelles.

Là encore, ce ne sont pas forcément les organisations de gauche qui en sont le plus représentatives : ce sont les luttes, dans les quartiers, pour l'égalité territoriale et les politiques de la ville, contre les discriminations – des luttes qui ne s'incarnent pas forcément dans les partis, et auxquelles il faut en priorité parler.

Avant de s'intéresser au "qui", l'enjeu est de structurer un mouvement populaire qui aura envie de mettre l'écologie au pouvoir. Je ne nie pas qu'il faudra une incarnation, mais celle-ci se légitimera si elle est portée par une démarche citoyenne !

Recueillis par Barnabé Binctin